

SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE-BESSANCOURT (SMAPP)

Comité syndical du 10 octobre 2025

SEANCE N°57

DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL N°25-21

Objet : Adhésion au service de médecine préventive du CIG de la Grande Couronne

Le comité syndical, dûment convoqué le 3 octobre 2025, s'est réuni à 16h00 en séance publique, dans les locaux du SMAPP au 20 rue de la Colonne, à Méry-sur-Oise, sous la présidence de Bernard TAILLY.

Nombre de membres : 21

Nombre de présents : 9

Nombre de votants : 14

Etaient présents :

Pour la Région Ile-de-France : Nicole LANASPARE, Carine PELEGRIN

Pour le Département du Val d'Oise : Marie-Christine CAVECCHI, Philippe ROULEAU, Gérard LAMBERT-MOTTE

Pour les Communes et leurs groupements : Pierre-Edouard EON, Alain RICHARD (suppléant de Laurent LINQUETTE), Bernard TAILLY, Michel VALLADE

Avaient donné pouvoir :

Pour la Région Ile-de-France : Thibault HUMBERT (pouvoir à Nicole LANASPARE)

Pour le Département du Val d'Oise : Céline VILLECOURT (pouvoir à Marie-Christine CAVECCHI), Laetitia BOISSEAU (pouvoir à Gérard LAMBERT-MOTTE)

Pour les Communes et leurs groupements : Carole FAIDHERBE (pouvoir à Carine PELEGRIN), Nadine PROCHEZ (pouvoir à Philippe ROULEAU)

Absents et excusés :

Pour la Région Ile-de-France : Xavier MELKI, France-Lise VALIER, Benjamin CHKROUN, Cécile DUMAS

Pour le Département du Val d'Oise : Véronique PELISSIER, Pascal BERTOLINI

Pour les Communes et leurs groupements : Jean-Christophe POULET

LE COMITE SYNDICAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°78-1183 du 20 décembre 1978 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985, modifié par les décrets 2008-339 du 14 avril 2008 et n°2012-170 du 3 février 2012, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2022-551 du 13 avril 2022 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique territoriale ;

VU les décrets n°85-643 du 26 juin 1985 et n°87-602 du 30 juillet 1987 relatifs aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

CONSIDERANT que les collectivités territoriales doivent veiller à l'état de santé des agents territoriaux en ayant comme préoccupation d'empêcher toute altération de leur état de santé du fait de l'exercice de leurs fonctions,

CONSIDERANT que chaque collectivité et chaque établissement public local doit disposer d'un service de médecine professionnelle, et que ce service peut être établi auprès d'un service créé par le Centre de Gestion,

CONSIDERANT que le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France a mis en place un tel service,

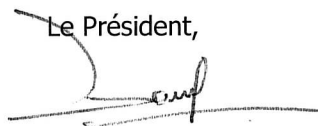
APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE

DECIDE d'adhérer au service de médecine préventive géré par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France à compter de sa date de signature par le Président du CIG et pour une durée de 3 ans,

AUTORISE le Président du SMAPP à signer la convention avec le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France annexée, et tous les documents s'y rattachant,

INSCRIT les crédits correspondants au budget de la collectivité.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président,

Bernard TAILLY